

Séance du 11 octobre 2010

## Léon Blum, député de Narbonne

par Pierre BARRAL

Léon Gambetta, que je vous ai présenté naguère, était un Méridional élu de la capitale. Léon Blum incarne, lui, le profil inverse, aussi paradoxal, d'un Parisien élu du Midi. Au-delà de l'anecdote, l'examen de ce cas me semble l'occasion de mieux connaître le milieu humain audois, comme de mieux comprendre l'homme qui l'a représenté pendant douze ans. Nous disposons pour cela d'une fine analyse de Henri Lerner (*Nouvelle Revue Socialiste*, 1975) et du récit vivant d'un chercheur local, Georges Ferré (*Un Parisien dans les vignes*, Loubatières, 2002). Les récentes biographies d'Ilsan Greilsammer (Flammariou, 1996) et de Serge Berstein (Fayard, 2006) ont pu utiliser des dossiers confisqués par les Allemands, puis transférés secrètement à Moscou en 1945. Restitués par la nouvelle Russie, ils sont conservés à la Fondation des Sciences politiques.

### Une élection inattendue

En 1929, le décès de l'élu de Narbonne Yvan Péliissier, un propriétaire aux idées progressistes, libère une circonscription acquise aux socialistes depuis l'épopée du flamboyant docteur Ferroul. Le dauphin naturel semble le secrétaire fédéral de l'Aude, Eugène Montel, mais ce militant désintéressé s'efface spontanément devant Léon Blum, leader national dont la défaite récente à Paris a fait sensation. Il lui télégraphie aussitôt : "Votre place est au Parlement. Narbonne vous offre son siège".

Depuis 1919, cet esprit brillant est devenu le pivot central du parti socialiste S.F.I.O. S'il ne s'investit guère dans les manœuvres d'appareil, il définit les orientations à suivre, par les discours qu'il prononce à la tribune comme par les éditoriaux qu'il donne au journal *Le Populaire*. En 1928, il s'est représenté, comme député sortant dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de la capitale (à peu près l'ancienne circonscription de Gambetta). A cette date, c'est encore un quartier d'habitat populaire, où le parti communiste possède un noyau ardent. Il ne pardonne pas à Blum son rôle capital au Congrès de Tours (1920) et sa formule historique : "Pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un garde la vieille maison". Et il lui a opposé Jacques Duclos. Sans montrer déjà la rondeur souriante qui s'épanouira dans ses vieux jours, ce compétiteur a fait preuve d'une faconde entraînante et emporté le siège au second tour.

Si Léon Blum a souvent mené en province des tournées de propagande, il répugnait viscéralement aux palabres de café et aux banquets arrosés, qui jalonnent cet exercice. En 1918, il écrivait à sa femme : "Mon parti est pris. Je ne me présenterai jamais dans une circonscription paysanne. Je ne sais pas boire. Je ne sais pas écouter les histoires. Je deviens triste comme la mort devant certains aspects de la vie". Cependant, il aspire maintenant à retrouver la tribune parlementaire, lieu privilégié de la vie politique. La circonscription qu'on lui propose, groupant la ville et

seize communes d'habitat groupé, présente une tonalité plus citadine que rurale et l'adaptation du bourgeois parisien au terrain provincial en sera facilitée. Il accourt donc et se porte candidat devant un congrès enthousiaste, en achetant pour la règle sur place à bas prix un terrain inculte.

Sur son chemin, il retrouve la haine de l'extrême gauche. Un débat contradictoire l'oppose bientôt avec âpreté à son orateur Marcel Cachin. Accusé d'être "au service de la bourgeoisie capitaliste", il réplique : "c'est vous qui, pour rester d'une façon immuable à la tête du P.C., avez trahi la classe ouvrière". Mais ici les communistes ont encore peu d'audience : cela changera sous la IV<sup>e</sup> République. La concurrence se situe chez les radicaux-socialistes, prépondérants dans le reste du département. On dit volontiers que les deux frères Sarraut, sénateurs, "règnent" sur l'Aude, tout en jouant un rôle dans la capitale. Maurice, le patron de *La Dépêche de Toulouse*, agit en coulisse lors des crises ministérielles. Sur le thème *Socialisme et Radicalisme*, il a mené récemment avec le leader socialiste une controverse doctrinale, très serrée sous une forme courtoise. Albert détient le portefeuille de l'Intérieur dans le cabinet d'union nationale. J'ai eu l'occasion de vous raconter en 2001 comment il a reçu avec éclat à Carcassonne son président du Conseil Raymond Poincaré. Les deux Sarraut, qui fréquentent Léon Blum sur la scène parisienne, ne s'engagent pas ouvertement contre lui. Mais leur apparente neutralité ne bride pas la malveillance des chroniqueurs locaux du journal régional, emportés par l'hostilité des militants radicaux-socialistes. Car, depuis les années 1900, les deux partis de gauche se livrent ici avec âpreté une lutte fratricide.

Le jeune candidat radical Roger Gourgon, "avocat, propriétaire viticulteur", oppose un "idéal évolutionniste et de conservation sociale" à "la théorie révolutionnaire et collectiviste". Il invite aussi "les enfants du Midi" à confier "l'honneur de vous représenter à **un homme de chez vous** [en caractères gras]". Il bénéficie en outre de l'appoint des voix de droite. *L'Eclair de Montpellier*, le journal catholique, rejette "le nouveau Juif errant" et le juge disqualifié : cet "autocrate doctrinaire, implacable et froid" ne connaîtrait la terre que par la lecture du *Larousse* agricole ! Avec quelque étonnement, Blum découvre "un pays où tout le monde parle politique du matin au soir, où la politique est partie intégrante de la vie même. Je n'entends que des pronostics établis commune par commune et presque tête par tête". Dans la turbulence verbale de ses partisans et dans la rhétorique enflammée de Montel, il observe "quelque chose qui rappelle les mœurs corses ou l'Italie au Moyen Age. L'esprit de classe, une fidélité sans limite aux siens, l'esprit de sacrifice, le courage physique et l'audace, mais aussi la violence et le goût de la repréaille."

S'il mène campagne méthodiquement, c'est dans son style propre. "L'orateur, rapporte le préfet, fit un magnifique historique du Narbonnais et s'étendit très longuement – devant un auditoire qui le suivait mal – sur la place que tient Narbonne dans *La Légende des Siècles*. Léon Blum fit ensuite l'apologie du socialisme ; parlant d'une voix un peu sourde, dans une forme impeccable, mais sans doute trop abstraite et trop académique, l'ancien député de Paris n'a à aucun moment remporté le succès qu'on pouvait attendre de son talent". Il est heureusement appuyé par plusieurs dirigeants nationaux, venus tenir un grand meeting, et surtout par le député de Béziers Edouard Barthe. L'intervention de ce champion parlementaire du vin fait, note-t-il, "un effet considérable. Elle a complètement annihilé la campagne que l'on menait contre moi et dont on espérait tirer le succès : la campagne du buveur d'eau,

de l'homme étranger à la vigne, ou même hostile à la viticulture, unique ressource du pays.". Et dans ses réunions, Blum ne manque pas de rendre hommage au "grand Ferroul", champion occitaniste des "Gueux" de 1907.

Le dévoué Montel escompte gagner au premier tour. En fait, ce succès est acquis d'extrême justesse. Blum l'emporte le 14 avril 1929 par 5886 voix contre 5022 à Gourgon, 589 à l'instituteur communiste Raoul Calas, 256 à un figurant fantaisiste. A ce résultat, *La Dépêche de Toulouse* se hâte de dénier toute signification idéologique : "Parmi ses électeurs narbonnais, peut-être M. Blum n'eût-il pas trouvé cent électeurs pour apporter leur suffrage à un marxisme dont ils n'ont jamais rien su." Il ne s'agirait au fond, assure-t-on, que d' "un républicanisme plus rouge."

### Le Parisien chez les vigneron

Une centaine de parlementaires socialistes avait demandé aux Narbonnais de leur "envoyer Léon Blum, car l'heure des grands combats est venue". Quand il redevient leur chef de file, assisté du Toulousain Vincent Auriol, la conjoncture politique est fort incertaine. Poincaré malade se retire et son action est relayée par des cabinets de centre droit, sous les "modérés" Tardieu et Laval. Toutefois en octobre 1929, le président du parti radical Edouard Daladier tente de constituer un cabinet d'union des gauches. A la S.F.I.O., l'offre séduit la majorité des députés, qui ont été élus grâce au désistement radical, mais elle est rejetée par le conseil national, sous la pression des militants plus doctrinaires. Pour sa part, Blum est alors hostile à la participation, tout en cherchant à maintenir l'unité parmi ses camarades. Dans cette affaire, son autorité sur le groupe parlementaire se trouve affaiblie et les partenaires radicaux – socialistes de la "rue de Valois" lui gardent rancune de son attitude négative.

Le succès des gauches aux élections de mai 1932 n'assure pas la coopération entre les deux partis. Edouard Herriot, qui a repris la tête des radicaux, dénonce le comportement ambigu des socialistes, leur appliquant avec ironie l'enseigne d'un établissement lyonnais, "Restaurant ouvrier – Cuisine bourgeoise" et les socialistes posent des conditions qu'ils savent inacceptables. Cette mésentente au sommet devient souvent à la base une compétition acharnée et c'est bien le cas dans l'Aude pour chaque scrutin. Léon Blum est entré aisément au conseil général pour le canton de Narbonne et Albert Sarraut qui préside cette assemblée l'y a accueilli avec la courtoisie formelle de rigueur. Mais en 1931, le député postule dans le bourg de Coursan, afin de prouver son enracinement parmi les vigneron. Idée malheureuse : il est battu par un médecin radical qui proclame : "Le collectivisme, qui est une idée de révolution, n'est pas dans le cadre de l'idée démocratique". Cependant peu après, son mandat législatif est renouvelé avec un avantage accru : 6226 voix, contre 2924 au radical Antonin Faucon, professeur de pharmacie à Montpellier, 1334 à un modéré, 492 au communiste. Ce résultat "vraiment triomphal" est dignement fêté : "Discours au peuple assemblé sous les fenêtres de la section. Cortège à travers la ville avec drapeau rouge et *Internationale*. Discours du haut du balcon historique de l'Hôtel de Ville".

Dans ces combats de terrain, sa voix grêle, sa parole châtiée, sa tenue soignée ne le défavorisent pas autant qu'on l'attendrait. Alors que les caricatures malicieuses de la grande presse le brossent comme un intellectuel à lorgnon, les électeurs

populaires sont fiers d'être représentés par une vedette nationale. Convaincus de sa sincérité, admirant sa maîtrise du verbe, ils écoutent dans un silence respectueux de longues analyses politiques. Tel ce discours de Narbonne, le 10 avril 1932, qui définit les conditions auxquelles le parti socialiste pourrait éventuellement s'associer à l'exercice du pouvoir. Quitte à laisser jaillir ensuite l'exubérance naturelle de l'auditoire méridional. L'historien Georges Lefranc rapporte avoir entendu la foule réclamer pour finir, dans un meeting à Sigean, l'intervention du chaleureux Georges Guille, secrétaire des jeunesses (*Le Mouvement socialiste sous la III<sup>e</sup> République*). Blum lui-même trouve les habitants "extraordinaires" et admire les paysages, qu'il compare à l'Ombrie,

La région est vouée à la monoculture de la vigne et le marché du vin vit alors des années de rudes épreuves. Le député de Narbonne ne saurait se désintéresser de cette question, capitale pour ses électeurs. "L'ignorant que j'étais, fera-t-il valoir, a cependant contribué, pour sa large part, à résoudre des questions difficiles comme celle de la taxe sur le chiffre d'affaires des négociants en vins". Après des inondations dévastatrices, il réclame des indemnités et des travaux de correction. Dans les débats où s'élabore une organisation du marché, le Statut du Vin, il patronne un amendement qui concerne les vignes irriguées. Il fait valoir même qu'une augmentation du pouvoir d'achat populaire favoriserait le développement de la consommation. Ce n'est là certes qu'un appui marginal à l'action méthodique des spécialistes de son parti, Edouard Barthe et Léon Baylet. Quand le second propose sans succès la création d'un Office national du Vin, qui contrôlerait toutes les transactions, il l'appuie seulement de son vote, sans prendre la parole.

Des nombreuses sollicitations qui assiègent un élu d'arrondissement, Léon Blum ne se soucie guère, car le fidèle Eugène Montel les prend en charge, voulant lui éviter d'être "un député rural de série". Cet instituteur au profil typique, animateur de la Ligue des Droits de l'homme et franc-maçon, est la cheville ouvrière de sa machine électorale, en même temps qu'il porte les couleurs socialistes dans la circonscription voisine de Lézignan. Gérant avec zèle les dossiers personnels, il joue à peu près le rôle que se partagent aujourd'hui le suppléant et l'attaché parlementaire. C'est lui aussi qui rédige l'hebdomadaire fédéral, *La République sociale* : si Léon Blum en est bien le directeur en titre, aucun article n'y porte sa signature.

N'omettons pas, il est vrai, le rôle essentiel du grand amour de sa vie. Thérèse Pereyra. Depuis vingt ans, Léon Blum a entretenu une liaison ardente avec cette femme intelligente et passionnée, sans vouloir divorcer de son épouse. L'entourage, au courant, est resté discret. Thérèse, d'esprit très politisé, a vécu dans l'ombre tous les combats parlementaires de son amant. A distance, elle a suivi fébrilement la campagne électorale de 1929, en s'indignant contre la coalition des concurrents : "L'alliance de ces radicaux traîtres avec cette infâme réaction me fait entrevoir de grands risques pour vous [...] Une fois encore, tous ces salauds vont se liquer en masse contre vous. Ils n'ont vraiment aucun courage, et je m'aperçois que, malgré les discours de leurs chefs et la force qu'ils prétendent avoir, il faut qu'ils se liquent dans une association infâme pour vous faire échec". Le candidat l'a tenue au courant quotidiennement de ses marches et contre-marches. S'il souhaitait gagner dès le premier tour, c'est, écrivait-il, que "j'en ai assez, assez, d'être loin de vous".

Lise, l'épouse au tempérament plus classique, a beaucoup souffert de la situation qu'elle vivait. Sa santé se dégrade, au physique comme au moral, et elle meurt en décembre 1931. Thérèse, devenue officiellement Mme Blum, "la citoyenne

Blum” pour les camarades. accompagne désormais son mari à Narbonne, en prenant elle-même le volant de la voiture. Et à Paris, elle assure le secrétariat de celui qu’elle appelle “Mon grand citoyen”. Pour les demandes de nomination ou de subvention, elle effectue les démarches auprès des administrations centrales et elle rédige les réponses aux solliciteurs. Dans les affaires les plus délicates, l’élus l’oriente: “Ecrivez que...”. *L’Eclair* ironise : “En Hollande, ils ont le Prince-consort, qui est le mari de la reine, mais n’occupe aucune fonction officielle. Nous avons, nous, la Princesse consort, et qu’on sort beaucoup” (jeu de mots facile).

### Le leader du Front populaire

La célébration spectaculaire du 14 juillet 1935 ouvre un nouveau chapitre : l’entente entre les trois partis de gauche, assurément fragile et précaire. Dans la capitale, le matin, une assemblée des organisations se réfère à la tradition révolutionnaire de la Fédération de 1790 pour lancer le slogan “Le pain, la paix, la liberté !” ; l’après-midi, 100 000 personnes défilent de la Bastille à la Nation, en un imposant cortège unitaire. Léon Blum commente le lendemain : “Jamais je n’avais assisté à un pareil spectacle. Peut-être Paris n’en a-t-il jamais vu de pareil. Et ce qui s’est passé à Paris se passait en même temps dans la France entière”.

Il ne s’agit plus seulement de “discipline républicaine”, de désistement au second tour entre socialistes et radicaux. “Le Rassemblement populaire”, qui s’affirme alors, englobe aussi le parti communiste, qui jusque là se tenait sur une position sectaire de “lutte classe contre classe”. Enregistrons ce changement de stratégie, dont la genèse est maintenant cernée par les historiens. Si, dans le cadre français, ce “tournant” capital est vécu comme une riposte à l’émeute antiparlementaire du 6 février 1934, il est motivé bien davantage par les considérations internationales qu’impose la structure centralisée du Komintern. Staline perçoit tardivement le péril fatal que fait peser sur son régime l’arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne. Il accepte donc la correction de ligne que proposent en France Maurice Thorez et son conseiller secret, “le camarade Clément” (le Slovaque polyglotte Eugen Fried). Les forces divergentes se rassemblent commodément sur la formule de l’ “antifascisme”.

Léon Blum abandonne à ses camarades de la direction les négociations difficiles sur “le programme du Front Populaire”. Son rôle propre lui paraît toujours d’orienter l’action : il s’y emploie avec détermination, sans abandonner pour autant sa lucidité. La vigueur de sa pensée le met en vedette et de plus, ses origines juives attirent sur son nom le déchaînement des passions antisémites, qui n’ont guère perdu de leur virulence depuis l’Affaire Dreyfus. A l’extrême droite, *L’Action Française* va jusqu’à dénoncer “un juif allemand, naturalisé ou fils de naturalisé”, à menacer de mort “un homme à fusiller, mais dans le dos”, ou à supprimer, écrit Maurras, avec “un couteau de cuisine”. Et en fait le 13 février 1936, le leader socialiste, reconnu dans la rue, est frappé par quelques royalistes exaltés, dépouillé de son grand chapeau, et blessé au visage. Les électeurs de Narbonne sont soulevés d’indignation. En leur nom, Eugène Montel télégraphie : “Je suis à la fois bouleversé et décidé à tout, à tout. Je ne réponds de rien et j’aurais honte si nous n’exercions pas les représailles promises. De partout, on est venu prendre des ordres, n’importe quels

ordres... Je ne vous quitterai pas un instant de cœur et de pensée ; je vous embrasse comme je vous aime”. Blum s’efforce de rassurer : “Blessures légères. Soyez sans inquiétude sur mon compte. Supplie camarades de maîtriser leur émotion”.

Sa popularité ne souffre pas trop en effet des distances qu’il marque envers les effervescences de la politiccaille locale. En 1934, des incidents violents surgissent à Narbonne entre socialistes et nationalistes de droite. Léon Blum, qui est inscrit comme avocat au barreau de Paris, consent à défendre, sur un mode professionnel, des militants poursuivis en correctionnelle. Il ne cautionne pas pour autant les accusations que ceux-ci portent contre le sous-préfet Pierre Voizard. De même, il laisse à un responsable de l’appareil, Jean-Baptiste Séverac, la tâche délicate d’apaiser la fronde de conseillers municipaux contre le maire socialiste Achille Lacroix, jugé trop autoritaire. Avec Albert Sarraut, il entretient des relations de puissance à puissance : si les deux hommes ne s’aiment guère, ils se ménagent réciproquement. Quand le ministre renvoie dans l’Aude son poulain Voizard comme préfet, le député refuse de protester, comme le lui demande la base (l’intéressé finira résident général en Tunisie sous la IV<sup>e</sup> République).

En avril 1936, le climat général favorise une réélection au premier tour. A la demande de Daladier, la fédération radicale du département ne lui oppose pas cette fois de concurrent. Toutefois Roger Gourgon , le concurrent de 1929, est reparu et a lancé un journal de combat aux caricatures agressives, *La Voix du Peuple* ; il a appuyé en sous-main un excité folklorique, Emile Sabatier, qui joue lui aussi l’anti-sémitisme : “Narbonne la Rouge est devenue un coin transplanté de Palestine” ; “comment pouvez-vous supporter la tyrannie de cet homme d’une autre race ?” .Blum l’emporte sans peine : avec 6163 voix, contre 2734 à Sabatier, 1481 à Paul Leroy-Beaulieu, héritier d’une dynastie libérale, et 986 au communiste de service.

Au niveau national, cette campagne marque une étape dans l’emploi des moyens radiophoniques en politique. A l’exemple des Etats-Unis, les stations ouvrent pour la première fois leurs antennes aux grands partis. J’avais alors dix ans, et je me rappelle comment ma famille a écouté avec curiosité la série des interventions. Celle de Léon Blum, pour les socialistes, est enregistrée à Narbonne (sans comporter aucune référence aux données locales). La proclamation des résultats redistribue les cartes : les socialistes engrangent plus de voix et plus de sièges que leurs associés radicaux. Léon Blum prend les devants : “Nous sommes prêts, déclare-t-il, à remplir le rôle qui nous appartient, c’est-à-dire à constituer et à diriger le gouvernement de Front populaire” .Sans sous-estimer les difficultés à venir : “Je ne sais pas si j’ai la qualité d’un chef” ; “c’est une de ces épreuves que vous ferez sur vous, que je ferai sur moi-même”. La franchise de cet aveu, bien dans sa manière, déchaîne les sarcasmes des adversaires irréductibles. De fait, le nouveau président du Conseil doit faire face à une vague de grèves, massive et inattendue, et présider à la négociation paritaire des accords Matignon. Puis il fait voter un train de réformes importantes, qui est resté inscrit dans la mémoire collective. Cependant, la droite dénonce les échecs de la politique économique et quand la guerre civile éclate en Espagne, l’extrême gauche, solidaire des républicains d’outre Pyrénées, s’indigne de la “non-intervention” qui est annoncée officiellement. Le cabinet, affaibli à la Chambre, tombe au Sénat après quatorze mois. Une seconde tentative de Léon Blum, un an plus tard, ne sera qu’une parenthèse de trois semaines.



Les intérêts locaux cherchent bien sûr à tirer profit de la présence au pouvoir de leur représentant. Mais le président du Conseil, accaparé par ses hautes fonctions, se soucie peu de soigner sa clientèle électorale. Ses ministres, même les plus proches de lui, prennent parfois à leur compte les réticences de leur administration. A l'Education nationale, Jean Zay refuse un complément de subvention pour des travaux au Palais des Archevêques, qui bénéficie déjà de crédits des Monuments historiques. Aux Sports et Loisirs, Léo Lagrange donne une autre réponse négative à deux clubs rivaux, en les invitant à utiliser parallèlement la même installation. Ces déceptions n'ébranlent guère le prestige du "Général", comment le surnomment affectueusement les militants.

Globalement, Blum a donc réussi son passage de Paris en Languedoc et l'exemple est imité par son confident Jules Moch. Battu par un radical dans la Drôme en 1936, celui-ci assume un temps avec brio la fonction nouvelle de secrétaire général du gouvernement. La mort du député de Sète Salette lui fournit une occasion de revenir à la Chambre dès mars 1937, après une bataille fort disputée. Devancé au premier tour, Jules Moch l'emporte quand même au ballottage, grâce au désistement des deux autres candidats de gauche. Malgré des difficultés d'intégration dans la Fédération socialiste de l'Hérault, il commence ici un parcours qui se prolongera sous la IV<sup>e</sup> République.

Immergé dans les incertitudes de la vie politique, Léon Blum était en même temps soucieux de la santé fragile de Thérèse, affectée d'un cancer de la vésicule. Après deux opérations, elle succombe à cinquante six ans en janvier 1938, à la profonde douleur de son époux. Son ardeur de militante l'avait mise en vue et les lettres de condoléances affluent, de dirigeants de la gauche, d'organisations diverses et d'inconnus émus par ce deuil. A Narbonne, une place au square verdoyant, sur l'emplacement historique d'une belle porte de l'enceinte, reçoit le nom de "Thérèse Léon Blum". Il y a quelques années, une émission de télévision a fait revivre sa personnalité attachante.

A ce moment même, la menace extérieure devient la priorité aux yeux du président du groupe socialiste. Il perçoit avec angoisse l'orientation impérialiste de l'Allemagne hitlérienne et c'est lui maintenant qui propose l'union nationale, "de Thorez à Reynaud", que la droite rejette. Au sein de son parti, il se heurte durement au courant du secrétaire général Paul Faure, qui demeure attaché aux thèses pacifistes des années 1925. Quand la crise de septembre 1938 se résout par la mutilation de la Tchécoslovaquie à Munich, il se déclare "partagé entre un lâche soulagement et la honte" (la formule restera fameuse). A Cuxac d'Aude, village de sa criconscription, il parle d' "une grave défaite". Quand la guerre survient ensuite, il réclame du gouvernement Daladier plus de détermination et, en mars 1940, il appuie en ce sens la formation du cabinet Reynaud.

Il en est tenu à l'écart, car, note justement Serge Berstein, "il constitue le bouc émissaire idéal du malaise français en 1940". Il est "détesté de la droite, honni des radicaux, contesté par une partie des socialistes, vomé par les communistes" ; "une partie de l'opinion rejette en lui le chef et le symbole du Front populaire, une autre lui en reproche l'échec". Il le sait et il en souffre. Aussi, après le désastre militaire, il vote contre le changement de régime le 10 juillet à Vichy, dans la petite minorité des 80 opposants, mais il s'abstient de parler, pour ne pas déchaîner les haines qui couvent contre lui.

En congé imposé, il ne saurait retourner à Paris, occupé par l'ennemi. Il songe à s'installer à Narbonne, mais finalement il accepte l'hospitalité du gendre d'Eugène Montel, à Colomiers près de Toulouse. Cependant, le nouveau gouvernement le fait arrêter dès septembre, puis il le défère devant une Cour suprême, à Riom, pour avoir "trahi les devoirs de sa charge". L'accusé se défend avec tant de vigueur que le procès est suspendu. En mars 1943, l'occupant allemand le déporte sans ménagements dans le camp de Buchenwald. S'il y est un peu moins mal traité que d'autres, si sa troisième épouse, Jeanne, peut même le rejoindre, il sent peser sur lui pendant deux ans la menace d'une mort imminente, jusqu'à sa libération par les Américains en mars 1945.

Il retrouve en France un parti socialiste rajeuni, dont l'équipe dirigeante s'est renouvelée dans la Résistance. On lui manifeste du respect pour son passé : étudiant, j'ai constaté à cette époque, dans un meeting de la banlieue parisienne, combien le public populaire l'admirait et l'applaudissait encore. Son esprit reste vif, mais il ne veut pas se replonger dans les querelles de courants. Ecartant toute offre de candidature, il ne reparait pas à Narbonne. La liste socialiste de l'Aude est conduite par Georges Guille, éloquent champion de la génération suivante. Eugène Montel deviendra, lui, président du conseil général et député dans la Haute Garonne. Léon Blum accepte seulement quelques missions exceptionnelles : une négociation économique aux Etats-Unis, la présidence d'un bref cabinet de transition, l'esquisse inaboutie d'un "Troisième Force" entre les communistes et de Gaulle. Pour une large part de l'opinion, il tient le rôle d'un sage respecté lorsqu'il meurt à soixante-dix-huit ans, en mars 1950.

Aujourd'hui, l'apparition de Léon Blum sur la scène régionale du Languedoc s'est estompée ; et son ancienne circonscription de Narbonne commémore peu son souvenir (la ville ne lui a consacré ni statue ni boulevard). Au plan national, sa mince silhouette se fond dans la mémoire collective du Front populaire. Si l'extrême gauche comme l'extrême droite critiquent toujours durement son action passée, Léon Blum, comme Jean Jaurès, glisse aujourd'hui dans le patrimoine commun des Français : comme lui, il a même été invoqué en référence par Nicolas Sarkozy. Ce qui a fâché ceux qui se revendiquent de lui à gauche comme ses héritiers plus authentiques.